

Une colonne internationale pour sauver Madrid. Le rôle prépondérant du PCF dans l'origine, la réalisation et la destination du projet kominternien de Brigades internationales en Espagne (août-décembre 1936)

Édouard Sill

▶ **To cite this version:**

Édouard Sill. Une colonne internationale pour sauver Madrid. Le rôle prépondérant du PCF dans l'origine, la réalisation et la destination du projet kominternien de Brigades internationales en Espagne (août-décembre 1936). Romain Ducoulombier; Jean Vigreux. Le PCF, un parti global (1919 -1989). Approches transnationales et comparées, Editions universitaires de Dijon, pp.49-58, 2019, 978-2-36441-297-2. hal-02133744

HAL Id: hal-02133744
https://hal.science/hal-02133744

Submitted on 28 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une colonne internationale pour sauver Madrid. Le rôle prépondérant du PCF dans l'origine, la réalisation et la destination du projet kominternien de Brigades internationales en Espagne (août-décembre 1936)

Édouard Sill

SAPRAT EA4116 *Savoir et pratique du Moyen Âge au XIX^e Siècle*

École pratique des hautes études - EPHE, France

Les Brigades internationales constituent un objet étrange dans l'histoire du mouvement communiste et le volume de la bibliographie qui leur est consacrée rend paradoxalement bien compte des difficultés à les définir et expliquer leur survenue durant la Guerre civile espagnole. L'historiographie demeure aujourd'hui encore largement divisée sur les intentions ayant déterminé le Komintern à décider en septembre 1936 de la formation d'un projet militaire bien éloigné de ses prérogatives normales. Mais s'agit-il d'une invention du Secrétariat du Komintern ou de la validation d'un projet qui lui aurait été soumis ? De prime abord, l'affaire paraît pourtant entendue. Entre 1936 et 1938, des dizaines de milliers d'étrangers ont rejoint spontanément l'Espagne républicaine pour combattre le fascisme et de ce phénomène ont émergé les Brigades internationales, organisées par les partis communistes et sises à Albacete en octobre 1936.

Les Brigades internationales furent le produit d'un processus transnational qui évolua fortement entre sa suggestion en France, sa détermination en Union soviétique et sa réalisation en Espagne, entre août et décembre 1936. Cependant, l'idée même de ce dispositif pose un certain nombre de questions. Rappelons tout d'abord qu'aucun acteur espagnol n'est à l'origine ou même demandeur d'un tel projet ; ce que la République attendait de la solidarité internationale et de ses partenaires, c'était des armes, des canons, des avions et le recouvrement de sa liberté de commerce entravée par le traité de non-intervention. La politique de découragement du volontariat fut régulièrement rappelée et les offres de services des étrangers réorientées vers l'agitation politique et la propagande ; ce principe demeura inchangé durant l'intégralité du conflit. Il s'agit donc d'un objet élaboré à l'extérieur de l'Espagne et sans correspondance immédiate avec les besoins exprimés, et d'un projet apparemment d'ordre militaire que nous proposons de redéfinir comme objectivement d'ordre politique parce qu'indissociablement intégré dans un ensemble global qui transcende largement l'espace ibérique. Il faut ainsi considérer les Brigades internationales selon leur situation objective dans un cadre politique préexistant, le Front populaire antifasciste pour le Pain, la Paix et la Liberté initié en France en 1934 puis globalisé par le VII^e congrès du Komintern. C'est selon ce fil conducteur que nous proposons de réinterroger leur origine, à l'aune des rapports entre le Komintern et sa périphérie, par le biais d'un point nodal singulier, le Parti communiste Français (PCF), en y soulignant l'absence du Parti communiste d'Espagne (PCE).

Version prépublication du chapitre d'ouvrage: Édouard Sill «Une colonne internationale pour sauver Madrid. Le rôle prépondérant du PCF dans l'origine, la réalisation et la destination du projet kominternien de Brigades internationales en Espagne (août-décembre 1936)» in Romain Ducoulombier & Jean Vigreux (Dir.), *Le PCF, un parti global (1919 -1989) Approches transnationales et comparées*, Dijon, EUD, 2019, pp. 49-58.

Vingt-cinq ans après l'ouverture des archives du Komintern, le sujet est désormais solidement documenté et a largement bénéficié de nombreuses monographies étayées sur le Komintern, les partis communistes et la guerre civile espagnole[1]. Si la France demeure étonnamment un parent pauvre de l'historiographie du volontariat combattant international durant la guerre civile espagnole, deux travaux ont fait date. Les fondamentaux déterminés par Carlos Serrano en 1987 dans la première monographie sur le PCF et la guerre civile espagnole demeurent valables quarante ans plus tard et ont été augmentés par l'étude de Rémi Skoutelsky en 1996 sur les volontaires français en Espagne républicaine[2]. Ces travaux nous permettent d'apprécier la place considérable occupée par le communisme français comme principal contributeur aux Brigades internationales. Les volontaires français représentent environ un tiers des effectifs totaux (environ 10 000 sur 32 000), majoritairement arrivés avant mars 1937. Selon Rémi Skoutelsky, 58 % des volontaires français étaient communistes, le PCF a donc particulièrement innervé les Brigades internationales[3]. Les statistiques des arrivées de volontaires dressées par les Brigades internationales sont très incomplètes mais le croisement avec d'autres sources (archives de police, diplomatiques et rapports internes du Komintern) permet d'établir que la majeure partie des volontaires venus en Espagne entre septembre et décembre 1936 venaient de France et d'Afrique du Nord française. La France constitue le pays de provenance de quasiment la moitié des étrangers en Espagne républicaine durant la guerre civile espagnole.

Pourtant le PCF ne peut être réduit au rang de simple contributeur périphérique d'un projet moscovite ou seulement comme le principal agent de mobilisation d'acteurs (les volontaires) et de groupes sociaux (ses organisations de masse et les comités *ad hoc*). Il faut réévaluer son rôle, comme initiateur et principal destinataire de cette entreprise singulière. Une démarche heuristique portée sur les étapes du processus de réalisation doit nous permettre de comprendre la nature de ce projet transnational à l'interface entre centre et périphérie communiste.

Une question de point de vue : les approches décalées du Komintern et du PCF à propos des événements espagnols

À l'annonce de la rébellion militaire en Espagne, l'Union Soviétique se positionna immédiatement comme un ferme soutien à La république, non sans une grande prudence diplomatique. Staline, partisan d'un certain « gradualisme tactique » selon

[1] Citons simplement quelques fondamentaux : Alexander Dallin et Igorevich Firsov Fridrikh, *Dimitrov and Stalin, 1934-1943 : Letters from the Soviet Archives*, New Haven, Yale University Press, 2000 ; Georgi Dimitrov, *Journal 1933-1949*, Paris, Belin, 2005 [2003] ; Antonio Elorza et Marta Bizcarrondo, *Queridos camaradas. La internacional comunista y España, 1919-1939*, Barcelone, Planeta, 1999 ; Silvio Pons, *Stalin and the Inevitable War. 1936-1941*, New York, Routledge, 2014 [2002] ; Silvio Pons, *The Global Revolution. A History of International Communism 1917-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2014 ; Ronald Radosh, Mary R. Habeck et Grigory Sevostianov, *Spain Betrayed : The Soviet Union and the Spanish Civil War*, Londres, Yale University Press, 2001 ; Serge Wolikow, *L'Internationale Communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2010.

[2] Carlos Serrano, *L'enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor/Éditions sociales, 1987 ; Rémi Skoutelsky, *L'Espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades Internationales 1936-1939*, Paris, Grasset, 1999.

[3] Rémi Skoutelsky, *L'Espoir guidait leurs pas…*, *op. cit.*, p. 154.

Version prépublication du chapitre d'ouvrage: Édouard Sill «Une colonne internationale pour sauver Madrid. Le rôle prépondérant du PCF dans l'origine, la réalisation et la destination du projet kominternien de Brigades internationales en Espagne (août-décembre 1936)» in Romain Ducoulombier & Jean Vigreux (Dir.), *Le PCF, un parti global (1919 -1989) Approches transnationales et comparées*, Dijon, EUD, 2019, pp. 49-58.

l'expression idoine des historiens Alexander Dallin et Fridrikh Igorevich Firsov, obligea le PCE à tenir une position strictement légaliste et extérieure au gouvernement[4]. Le PCF reçut des consignes afférentes dès le 26 juillet 1936[5]. La ligne poursuive par le Komintern fut conceptualisée définitivement en octobre 1936 par la redéfinition de la guerre civile espagnole dans une dimension élargie, soit un type de « guerre nationale » du peuple espagnol contre « l'intervention du fascisme étranger »[6]. La documentation déclassifiée révèle que le Komintern fut immédiatement chargé de mettre sur pied une puissante campagne de solidarité internationale avec l'Espagne, patronnée par le Secours rouge international (SRI)[7]. Parallèlement, la diplomatie soviétique s'activait pour renforcer la position des démocraties et insérer l'URSS dans le concert des Nations via le Comité de non-intervention, dans la continuation de la stratégie diplomatique de sécurité collective voulue par Staline[8]. C'est dans cet antagonisme fondamental que furent élaborées les stratégies solidaires soviétiques et celles du Komintern. Cependant, ni les campagnes de solidarité du Komintern ni le choix soviétique d'un soutien militaire à l'Espagne républicaine ensuite n'intégraient ou ne supposaient en substance le recours au volontariat combattant, option politique absolument inédite et risquée. Cette idée survint incidemment, sur une suggestion venue de France et apportée à Moscou par Maurice Thorez.

Durant l'été 1936, le PCF bénéficiait d'une situation exceptionnelle déterminée par cinq facteurs remarquables qui le distinguaient nettement des autres sections nationales de l'Internationale communiste (IC) par rapport aux évènements espagnols. Sa situation spatiale tout d'abord, la France partageant la seule frontière terrestre de l'Espagne républicaine et constituant le principal allié du gouvernement espagnol, cible de tous les espoirs diplomatiques. La France représentait également un objet d'attention privilégié de la diplomatie soviétique depuis les accords Laval-Staline de 1935 faisant de la France et de son armée l'axe central européen de la stratégie de sécurité collective. Le PCF était quant à lui la section du Komintern la plus nombreuse et la plus influente dont l'application réussie de la tactique de Front populaire antifasciste fut élevée en modèle pour les autres sections. Il était enfin un centre local, accueillant plusieurs partis communistes en exil (dont les partis italien et allemand) et tuteur du PCE depuis une décennie. Il disposait de ce fait d'une bonne connaissance de la situation et des interlocuteurs ibériques. La section française de l'IC était en 1936 un agent politique, diplomatique et logistique à part entière, disposant par ses élus, ses satellites et par sa tutelle sur plusieurs sections du Komintern d'une influence sur le mouvement ouvrier et d'une capacité de mobilisation et de projection sans équivalent.

Tandis que le Komintern demeurait dépendant de la lecture soviétique exclusivement

[4] Alexander Dallin et Fridrikh Igorevich Firsov, *Dimitrov & Stalin…*, *op. cit.*, p. 46.
[5] Antonio Elorza et Marta Bizcarrondo, « La Komintern y España », dans Manuel Requena Gallego et Rosa Sepulveda Losa [dir.], *Las Brigadas internacionales. El contexto internacional, los medios de propaganda, Literatura y Memorias*. Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla La Mancha, 2003, p. 31.
[6] « Des particularités de la révolution espagnole » par Ercoli, *La Correspondance internationale*, n° 47, 24 octobre 1936, p. 1311.
[7] RGASPI 495.18.1101 : *Ordre du jour de la séance du secrétariat du CE de l'IC du 2 aout 1936 à 2 heures de l'après-midi dans le cabinet du camarade Dimitrov. 1) Information sur les événements d'Espagne. Rapporteur : le camarade Manuilski* ; 495.18.1105 : *Protokoll (A) Nr 64 der Sitzung des Sekretariats des EKKI am 3. August 1936.*
[8] Silvio Pons, *The Global Revolution...*, *op. cit.*, p. 80-82.

Version prépublication du chapitre d'ouvrage: Édouard Sill «Une colonne internationale pour sauver Madrid. Le rôle prépondérant du PCF dans l'origine, la réalisation et la destination du projet kominternien de Brigades internationales en Espagne (août-décembre 1936)» in Romain Ducoulombier & Jean Vigreux (Dir.), *Le PCF, un parti global (1919 -1989) Approches transnationales et comparées*, Dijon, EUD, 2019, pp. 49-58.

géopolitique du conflit, la périphérie française s'était immédiatement placée dans une démarche de solidarité transfrontalière avec l'Espagne. Dès le 10 août, trois délégués spéciaux étaient envoyés dans les régions françaises limitrophes de l'Espagne pour organiser la solidarité et comme correspondants directs du Bureau politique (BP) tandis que le conseiller municipal parisien Vital Gayman (« Vidal ») arrivait à Madrid comme chargé de mission[9]. André Marty et Jacques Duclos firent séparément deux séjours en Espagne, à Irun et Madrid[10]. La connaissance des dirigeants communistes français de la situation espagnole fut de ce fait sûrement supérieure à celle de la diplomatie soviétique et du Komintern. Cette proximité avec les évènements espagnols et la prise en compte de l'engouement émotionnel de l'opinion publique en France permet d'apprécier la nature du désaccord exprimé en aout 1936 entre Thorez, hostile à la non-intervention française, et l'approche diplomatique choisie par l'Union Soviétique[11]. Cette prise contrôlée d'autonomie, déjà perceptible aux premiers temps du Rassemblement du Front populaire et du pacte d'unité d'action avec la SFIO en juillet 1934, fut justement permise par les conclusions du VII[e] Congrès de l'IC qui avaient également conforté et étendu les choix tactiques français[12].

Durant l'été 1936, le phénomène de volontariat combattant fut un phénomène relativement marginal, limité à un volontariat de sympathie et internationaliste, très dépendant de deux facteurs dynamiques situés en France : les départs massifs d'Espagnols immigrés et le volontarisme de l'immigration antifasciste italienne. Une dynamique indéniable existait, des projets organisés de formations combattantes et d'envois de volontaires furent menés à bien depuis la France vers le Pays Basque et la Catalogne, dont certains initiés ou entretenus par des militants communistes. Les premiers projets combattants solidaires depuis l'étranger ne furent pas le fait du Komintern mais le produit d'une intervention progressive et diffuse de ses périphéries, avec l'accord et le soutien du PCF. Il n'y a aucune trace ou évocation d'une interdiction émise par le PCF à propos des départs vers l'Espagne. Les journaux communistes français, surtout les organes régionaux et *Paix et Liberté*, ont traité régulièrement de la présence de volontaires étrangers en Espagne. Le 7 août 1936 *L'Humanité* annonçait d'ailleurs avec enthousiasme le fait, inexact, que le gouvernement français autorisait la formation de groupes de volontaires[13]. De très nombreuses demandes de postulants au volontariat parvenaient aux sections de la Main d'œuvre immigrée (MOI), avenue Mathurin Moreau à Paris, également siège de divers comités antifascistes ou de solidarité avec l'Espagne et

[9] Calas dans les Pyrénées-Orientales, Guillieminaut dans la Garonne, Seinforin dans les Hautes-Pyrénées. RGASPI 495.18.1139 : *Décision du secrétariat* [du CC du PCF] *du 10 aout 1936.*

[10] RGASPI 495.18.1117 : *Secrétariat de l'IC Réunion de l'IC.* Rapport d'André Marty, 10 octobre 1936, p. 34-35 ; Jacques Duclos, *Mémoires*, tome 2 : *1935-1939 Aux jours ensoleillés du front populaire*, Paris, Fayard, 1969, p. 171-173 ; Carlos Serrano, « El informe de Vital Gayman sobre la Base de las Brigadas Internacionales (1936-1937) », *Estudios de Historia Social*, n° 50-51, 1989, p. 313. Néanmoins Marty n'y eut aucun rôle militaire ou exécutif comme l'affirme Antony Beevor. Antony Beevor, *La guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2008 [2006], p. 220.

[11] Georgi Dimitrov, *Journal 1933-1949…*, *op. cit.*, p. 152 et 158 ; Fernando Hernández Sánchez, *El PCE en la Guerra civil*, thèse d'histoire contemporaine sous la direction de Juan Avilés Farré, Universidad Nacional de Educación a Distancia, UNED, 2010, p. 161-163.

[12] Grant Abdibekov et Eleonora Shakhnazarova, « Reconstructions of the Comintern Organisational Structure », dans Mikhail Narinsky et Jürgen Rojahn, *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Light of New Documents*, Amsterdam, International Institute of Social History, 1996, p. 69-70.

[13] « La lutte du Peuple espagnol pour la liberté », *L'Humanité*, 7 aout 1936, p. 3.

Version prépublication du chapitre d'ouvrage: Édouard Sill «Une colonne internationale pour sauver Madrid. Le rôle prépondérant du PCF dans l'origine, la réalisation et la destination du projet kominternien de Brigades internationales en Espagne (août-décembre 1936)» in Romain Ducoulombier & Jean Vigreux (Dir.), *Le PCF, un parti global (1919 -1989) Approches transnationales et comparées*, Dijon, EUD, 2019, pp. 49-58.

lieu de départ des volontaires dès la fin juillet[14]. La direction du PCF fut consultée sur l'attitude à adopter par des délégués de la MOI, dont le principal témoin à notre disposition Giulio Cerreti :

> J'en parlais à Maurice [Thorez]. Maurice s'intéressa tout de suite à la question. Il comprit et dit, « écoute "Pierre" avec ton petit bureau là, commence à organiser les camarades pour partir en Espagne, parce que je l'avais mis au courant qu'il y avait des masses de camarades, des centaines de camarades italiens, polonais, tchèques, espagnols, allemands qui voulaient partir. Alors tu commences à préparer des listes, tu commences à préparer des affaires pour les départs [...] » Alors Maurice au fond avait donné la disposition, il avait pris la décision sur lui de commencer à organiser les départs d'hommes pour l'Espagne dans les Brigades internationales. Mais il m'avait dit de préparer un document pour l'envoyer à Moscou, pour avoir l'opinion de l'IC, mais qu'en tout cas je m'arrête pas de préparer la chose et d'attendre une décision pour l'envoi des hommes, mais qu'ils soient prêt à partir[15].

Ce témoignage concorde avec un autre rédigé en 1939 par un militant communiste de Perpignan[16]. L'IC agissait de son côté comme soutien des efforts d'organisation militaire du PCE à Madrid à travers sa grande réalisation paramilitaire, le *Quinto Regimiento* (Cinquième Régiment), en envoyant des cadres politiques et militaires que l'on retrouvera plus tard dans les Brigades internationales[17]. Ce soutien technique des milices communistes par des spécialistes étrangers envoyés par le Komintern n'avait aucun lien avec le souhait de Maurice Thorez d'insérer dans le phénomène de volontariat international combattant antifasciste en Espagne une formation de volontaires rassemblés par le PCF.

Une question de format : du projet français de Colonne internationale au projet kominternien de Brigades internationales

Maurice Thorez fit part au Komintern fin août ou début septembre de la proposition française de colonne internationale mais les archives sont cependant bien chiches à ce sujet[18]. Le journal de Dimitrov semble suggérer que la question fut évoquée lors d'une réunion du Politburo du 28 août 1936[19]. Selon Hugh Thomas, ce fut Willy Münzenberg qui se chargea à Moscou en septembre 1936 de plaider en faveur de Thorez pour son projet d'envoi de volontaires français[20]. Un fait est cependant assuré, une inflexion du Komintern est perceptible début septembre puisque l'envoi organisé de volontaires communistes cesse brutalement et que plusieurs cadres supérieurs sont missionnés vers

[14] Lise London, *Le printemps des camarades*, Paris, Seuil, 1996, p. 237-238.
[15] Interview de Giulio et Georges Cerreti « Paul » recueillie par Alain Guérin à Castiglioncello le 30 mai 1971, collection privée ; Rémi Skoutelsky, *L'Espoir guidait leurs pas…*, *op. cit.*, p. 52.
[16] IISG Papiers Antoine Espigoulet : « 1936-1939. Souvenirs de la Guerre Civile d'Espagne vécus par les membres du Comité de front populaire franco-espagnol », Antoine Espigoulet, Perpignan, 1939, p. 8.
[17] Les Italiens Arturo Zanoni et Luigi Longo (« Gallo »), le hongrois Deszö Fried (« Blanco »), l'allemand Wilhelm Zaisser (« Gómez ») et le Bukovinien Manfred Stern (« Kleber »).
[18] Yuri Rybalkin, *Stalin y España*, Madrid, Martial Pons Historia, 2007 [Moscou, 2000], p. 48.
[19] Georgi Dimitrov, *Journal 1933-1949*, Paris, Belin, 2005, p. 151.
[20] Hugh Thomas, *La guerre d'Espagne. Juillet 1936-mars 1937*, Paris, Robert Laffont, 1999. p. 349.

Version prépublication du chapitre d'ouvrage: Édouard Sill «Une colonne internationale pour sauver Madrid. Le rôle prépondérant du PCF dans l'origine, la réalisation et la destination du projet kominternien de Brigades internationales en Espagne (août-décembre 1936)» in Romain Ducoulombier & Jean Vigreux (Dir.), *Le PCF, un parti global (1919 -1989) Approches transnationales et comparées*, Dijon, EUD, 2019, pp. 49-58.

l'Espagne.

C'est l'attente d'une stabilité gouvernementale espagnole qui reporta au début du mois de septembre l'adoption définitive d'un cadre stratégique, Le secrétariat de l'Internationale communiste adoptait le 19 septembre 1936 un protocole d'actions pour l'Espagne républicaine qui précisait en son septième point : « Procéder au recrutement, parmi les ouvriers de tous les pays, de volontaires ayant une expérience militaire, en vue de leur envoi en Espagne[21] ». Il semble que cette résolution ne fut jamais transmise en ces termes aux sections nationales et que seules quelques personnes, dont Maurice Thorez, aient été oralement mises au courant de cette décision évidemment ultrasecrète à un moment où la diplomatie soviétique évoluait rapidement au sous-comité de non-intervention. Thorez confia la direction du projet à des proches : Tréand, Dutilleul et Cerreti, secondés par Môquet, Cristofol et Catelas[22]. Lui-même se rendit immédiatement en Espagne, notamment pour préparer le dispositif en Catalogne en liaison avec les Pyrénées-Orientales[23].

Ce fut probablement à cette occasion qu'il rencontra certains membres du gouvernement espagnol à ce sujet, accompagné d'Émile Dutilleul, et le secrétaire général du PCE Diaz. Après son séjour, le point de concentration fut déplacé de Barcelone vers Albacete où un fort groupe d'Italiens parisiens stationnait dès le 2 octobre. Sans attendre la validation officielle par le gouvernement espagnol, en se satisfaisant de l'enthousiasme du président des Cortès Diego Martínez Barrio pour le projet, la constitution de la colonne internationale proprement dite commença le 12 octobre et les premiers convois ferroviaires acheminèrent vers la ville manchègue les volontaires enregistrés les semaines précédentes en France, rejoints par les vétérans d'Irun. L'encadrement était alors presque entièrement assuré par des responsables français ou des étrangers de la MOI. L'accord des autorités espagnoles fut acquis et le 22 octobre la Colonne internationale devint une brigade régulière de la jeune armée espagnole[24]. Au 30 octobre, la brigade comptait déjà 3 500 volontaires, soit des effectifs largement excessifs.

Le projet initial imaginé par le PCF – obtenir du Komintern l'autorisation de rassembler et d'envoyer des volontaires vers l'Espagne sur des critères qualitatifs –, fut profondément modifié par la décision de procéder à un large recrutement. De fait, un recrutement ne s'imposait nullement, les 800 étrangers débarquant de France en octobre à Albacete étaient déjà un fait exceptionnel en soi et représentait la plus grande formation internationale en Espagne républicaine. Dès leur première esquisse, les Brigades internationales se caractérisèrent comme une concentration hétéroclite et empirique de fantassins étrangers et non comme un corps expéditionnaire organisé rationnellement selon des principes militaires efficients. L'extrapolation démesurée du projet initial, sa massification par recrutement, sa mondialisation et l'attention portée sur la production

[21] RGASPI 495.18.1435 : *Vertraulich. Protokoll (A) Nr 74 der Sitzung des Sekretariats des EKKI am 18. September 1936*.
[22] Lise London, *Le printemps des camarades*, Paris, Seuil, 1996, p. 244.
[23] RGASPI 545.2.302 : *Reportaje de finanzas*, par Eloy Horcajo. Janvier 1937 ; IISG Papiers Antoine Espigoulet : « 1936-1939. Souvenirs de la Guerre Civile d'Espagne vécus par les membres du Comité de front populaire franco-espagnol », *op. cit*.
[24] Ordre de la Présidence du conseil signé par Largo Caballero le 22 octobre 1936. *Gaceta de Madrid* n° 297 du 23 octobre 1936, p. 438 ; Ramón Salas Larrazabal, *Historia del Ejército popular de la República*, tome 1, Madrid, La esfera de los libros, 2006 [1973], p. 652-654.

Version prépublication du chapitre d'ouvrage: Édouard Sill «Une colonne internationale pour sauver Madrid. Le rôle prépondérant du PCF dans l'origine, la réalisation et la destination du projet kominternien de Brigades internationales en Espagne (août-décembre 1936)» in Romain Ducoulombier & Jean Vigreux (Dir.), *Le PCF, un parti global (1919 -1989) Approches transnationales et comparées*, Dijon, EUD, 2019, pp. 49-58.

documentaire et ses formes politiques extérieures définissent les Brigades internationales comme un objet objectivement politique et de propagande.

Une question de paternité : les Brigades internationales comme *Res Nullius* du Front populaire

La décision d'autoriser et de favoriser la création d'une formation de volontaires étrangers en Espagne prise par le Komintern le 18 septembre 1936 ne peut être isolée du reste des dispositions adoptées à cette occasion. Si le protocole ne précisait pas les contours exacts ni la mission de cette formation singulière, il déterminait cependant le cadre dans lequel elle devait être placée, soit une grande campagne mondiale de solidarité préparée par Georg Dimitrov, Dmitri Manouïlski, Vittorio Codovilla et Eugen Fried adressée « aux organisations de la deuxième Internationale, de l'Internationale d'Amsterdam et à d'autres organisations de travailleurs, dans le but d'élaborer des actions communes de soutien au peuple espagnol[25] ». Cette feuille de route fut achevée début octobre et placée sous la responsabilité d'un « Comité des trois » situé à Paris et composé de Maurice Thorez, Harry Pollitt et Willy Münzenberg[26]. L'objectif était de parvenir au patronage de la colonne internationale par les trois Internationales, l'Internationale communiste, l'Internationale ouvrière socialiste (IOS) et la Fédération syndicale internationale (FSI). En effet, la colonne devait apparaitre comme une émanation spontanée du Front populaire et il n'était de ce fait pas question pour l'IC de reconnaitre seule sa propre progéniture.

Ces démarches en direction des centrales socialistes et syndicales consistaient en une amplification des approches entamées par le PCF durant l'été. Le premier appel avait été le fait du Comité mondial contre la guerre et le fascisme, le 23 juillet 1936, par un télégramme signé de Langevin, envoyé à l'IC et à l'IOS-FSI en faveur d'une réunion de coordination unitaire[27]. Le 31 juillet 1936 en France, le Comité national du rassemblement populaire décidait de la constitution d'une Commission de solidarité pour l'aide au peuple espagnol afin de centraliser les différentes initiatives[28]. Avec l'introduction de la politique de « non-immixtion » du gouvernement Blum début août 1936, ce premier segment unitaire français échoua, obligeant le Komintern à procéder à des approches directes. C'est naturellement le PCF qui fut chargé de cette stratégie unitaire et les Régions furent instruites par le BP de « multiplier toutes les formes de travail commun avec les organisations du PS » et de « resserrer les liens du Front Populaire et l'action commune de toutes les organisations ouvrières et démocratiques pour la Paix et la sécurité de la France »[29]. À l'automne 1936, le Komintern pressa le PCF d'obtenir une rencontre avec l'IOS et la FSI par le biais de Marcel Cachin et Maurice Thorez pour obtenir « l'action commune immédiate de toutes les volontaires et le parrainage commun des Brigades

[25] RGASPI 495.18.1435 : *Vertraulich. Protokoll (A) Nr 74 der Sitzung des Sekretariats des EKKI am 18. September 1936*.
[26] RGASPI 495.18.1117 : *Décisions sur l'action pour L'Espagne* [secrétariat du CEIC]. 11 octobre 1936.
[27] IISG LSI 2763 : *Télégramme du Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme*. 23 juillet 1936.
[28] BDIC F delta RES 0251: Dossier : *Commission de Solidarité du rassemblement populaire pour l'aide au peuple espagnol*.
[29] RGASPI 495.18.1139 : *Décision du secrétariat* [du CC du PCF] *du 24 aout 1936.*

Version prépublication du chapitre d'ouvrage: Édouard Sill «Une colonne internationale pour sauver Madrid. Le rôle prépondérant du PCF dans l'origine, la réalisation et la destination du projet kominternien de Brigades internationales en Espagne (août-décembre 1936)» in Romain Ducoulombier & Jean Vigreux (Dir.), *Le PCF, un parti global (1919 -1989) Approches transnationales et comparées*, Dijon, EUD, 2019, pp. 49-58.

internationales[30]. L'IOS y opposa des réponses dilatoires, fragilisée en interne par de fortes oppositions. Sans obtenir la reconnaissance formelle des Brigades internationales, l'IC parvint à placer des jalons solides qui portèrent leurs fruits en janvier 1937 sur le service sanitaire des Brigades internationales seulement. Le patronage commun du bataillon italien *Garibaldi* aboutit, par un pacte d'unité d'action dit Pacte de Paris signé le 24 octobre 1936 entre le PCI, le PSI et le PRI. Cette réussite fut suivie fin décembre par un appel au patronage des Brigades internationales par les organisations de la classe ouvrière cosigné par le secrétaire du Parti socialiste italien Pietro Nenni et les deux plus hauts cadres communistes des Brigades Luigi Longo et André Marty.

Tandis que le recrutement de volontaires en France battait son plein en novembre 1936, un projet de protocole était élaboré afin de déterminer les conditions d'acheminement, de contrôle et de transit des volontaires[31]. Le document établissait que des commissions de contrôle des volontaires sises à Paris, Lyon, Lille et Perpignan devaient comprendre un représentant du PCF, de la SFIO, des Radicaux socialistes et de « l'organisation anarcho-syndicaliste française ». Le protocole prévoyait de dérouter le volontariat parvenant à Barcelone vers Albacete. Ce projet n'eut pas de suites, faute de partenaires déclarés. Puisque les interlocuteurs firent défaut, le système fut inversé, partant des Brigades internationales pour créer une émulsion à l'étranger autour des volontaires. Fin novembre 1936, le PCF lançait une campagne massive de popularisation des Brigades internationales destinée à susciter dons et volontaires mais exigeant de plus des régions et rayons la mise en place de parrainages des bataillons[32]. Dans l'immigration française, les comités de front populaire furent largement mis à contribution, chacun devant prendre en charge « son » bataillon national. En complément, des comités d'aide aux volontaires et à leurs familles étaient créés au niveau régional, avec comme consignes d'y rassembler largement au-delà des communistes.

La campagne internationale pour l'Espagne républicaine fut articulée autour des Brigades internationales, ces dernières agissant comme une sorte d'organisation de masse mondialisée de front populaire convergeant vers elles les soutiens, les dons et les mobilisations et renvoyant vers l'étranger un discours unitaire. Cette stratégie unitaire fut naturellement relayée à l'intérieur des Brigades internationales dont le fonctionnement fut initialement élaboré sur une structuration non-partisane, en promouvant la nomination de cadres non-communistes.

Le mois de décembre marque un changement majeur dans la politique internationale pro-espagnole du Komintern. La stratégie jusqu'ici essentiellement appliquée en France fut redéfinie et transposée sur un format mondial tout en maintenant, en renforçant même, la direction du projet par le Comité central du PCF[33]. La décision du changement d'échelle

[30] « Hier, à Paris se sont rencontrés les représentants des deux Internationales », *L'Humanité*, 15 octobre 1936, p. 1 ; « La lettre du Parti Communiste au Parti Socialiste », *Rouge-Midi. Organe régional du PCF*, 13 novembre 1936, p. 5.
[31] RGASPI 545.2.37 : *Protocolo.* Barcelone, 27 novembre 1936.
[32] Marcel Cachin, *Carnets 1906-1947*, sous la direction de Denis Peschanski, tome 4, 1935-1947, Paris, CNRS Éditions, 1997, p. 444 ; SHD 7 N² 2616 Dossier 2 : *A/S de l'activité du PC en faveur des républicains espagnols*, 8 janvier 1937 ; CADN Dossier Madrid Ambassade Série B - 563 Guerre civile -2/D2 Volontaires français… *À propos du discours de Lampe prononcé à la salle des fêtes du Petit journal*, Paris, 17 décembre 1936 ; « Résolution des secrétaires de cellules de l'Est Parisien », *La Voix de l'Est*, n° 167, 11 décembre 1936, p. 1.
[33] RGASPI 495.18.1125 : *Mémorandum du camarade Guyot sur les questions espagnoles à la réunion du*

Version prépublication du chapitre d'ouvrage: Édouard Sill «Une colonne internationale pour sauver Madrid. Le rôle prépondérant du PCF dans l'origine, la réalisation et la destination du projet kominternien de Brigades internationales en Espagne (août-décembre 1936)» in Romain Ducoulombier & Jean Vigreux (Dir.), *Le PCF, un parti global (1919 -1989) Approches transnationales et comparées*, Dijon, EUD, 2019, pp. 49-58.

du projet de Brigades internationales et par conséquent du recrutement global de volontaires fut immédiatement diffusée auprès des sections nationales, jusqu'alors non astreintes à des quotas. Tandis que le recrutement originaire de France s'épuisait, les autres sections, surtout américaines, britanniques et scandinaves, apportèrent un second souffle au projet et transformèrent une initiative transnationale tout d'abord locale en un projet global engageant la périphérie du Komintern dans deux ans de sacrifices colossaux tant en terme de personnels et de cadres que financièrement, sans même parler de la répression subie du fait des activités de recrutement.

Les Brigades internationales furent jusqu'à l'automne 1937 l'élément central du dispositif mondial déployé par le Komintern dans sa campagne unitaire de solidarité avec l'Espagne républicaine. Employés à la fois comme plateforme d'unité d'action antifasciste et comme autoréalisation de l'unité de Front populaire, les considérants politiques furent avant tout placés et trouvés en France. Ce n'est pas un hasard si la structure qui servit de modèle organique et de référence symbolique est l'organisation de masse du PCF *Paix et Liberté*. Entre septembre et décembre 1936, le principal objectif fut d'obtenir coûte que coûte le patronage ou du moins la reconnaissance et l'association de l'IOS et de la FSI. Le projet porte absolument la marque de fabrique de Dimitrov et Thorez dans la volonté immédiate d'y associer étroitement les partenaires du Rassemblement populaire en France pour les placer dans une démarche active d'unité d'action émulée par une multitude de comités locaux, garantie par un contenu politique non-partisan minimal et transcendée par un imaginaire historique et national. Autant de facteurs participant à déterminer leur véritable définition et les intentions poursuivies.

Conclusion

Dès son origine, le projet d'une colonne internationale en Espagne formée de volontaires étrangers venus de France et organisée par le PCF et la MOI se distinguait des autres formations concurrentes par quatre caractéristiques fondamentales. Premièrement, la dimension militaire était secondaire par rapport à l'ambition politique et à la force de suggestion attendue d'une telle réalisation. Deuxièmement, l'interlocuteur du Komintern en Espagne ne fut pas sa propre section nationale, le Parti communiste d'Espagne, mais un État étranger, par le biais de représentants du PCF. Troisièmement, le projet fut délibérément placé au service d'une campagne politique transnationale et circonstancielle entièrement extérieure à l'Espagne. Quatrièmement, il fut imaginé et façonné selon des critères et un imaginaire français, comme support et véhicule des stratégies unitaires du PCF en France.

Le projet bien plus pragmatique envisagé parallèlement par certains Kominterniens présents à Madrid, dont André Marty, d'organiser un encadrement technique aux milices populaires espagnoles en puisant parmi des spécialistes communistes étrangers ne fut pas retenu. Le soutien opérationnel fut confié à l'Opération X, soit le déploiement militaire soviétique en Espagne, totalement distinct du Komintern et des Brigades internationales. L'observation du processus de décision et de l'évolution successive des étapes du projet de volontariat combattant qui aboutit aux Brigades internationales

---

secrétariat de l'ECCI du 21 décembre 1936. Point 5 : Sur la brigade internationale.

révèle un exemple unique d'une délégation de pouvoir du centre vers une entité émanant de ses périphéries, agissant comme un satellite éphémère du Komintern animée et alimentée par ses sections nationales et où le centre lui-même fut peu représenté. Jusqu'à l'automne 1937, soit la révision drastique de la stratégie espagnole du Komintern et le constat d'échec de la convergence d'unité d'action, le PCF agit comme le principal opérateur de l'Internationale communiste, apparaissant comme un centre du mouvement communiste international et un délégué de pouvoir de l'International communiste, mobilisant sa propre périphérie et cordonnant les actions des autres sections nationales dans et vers les Brigades internationales.

Version prépublication du chapitre d'ouvrage: Édouard Sill «Une colonne internationale pour sauver Madrid. Le rôle prépondérant du PCF dans l'origine, la réalisation et la destination du projet kominternien de Brigades internationales en Espagne (août-décembre 1936)» in Romain Ducoulombier & Jean Vigreux (Dir.), *Le PCF, un parti global (1919 -1989) Approches transnationales et comparées*, Dijon, EUD, 2019, pp. 49-58.